



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

AMBASSADE DE BOLIVIE
EN FRANCE



Communiqué de Presse – EBFR-Nr. 028/201

Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère-Terre

SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

C'est par un appel pour le respect de la vie et la nature, que les peuples du monde ont conclu la Conférence Mondiale sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère-Terre qui s'est déroulée dans cette ville bolivienne avec la présence des représentants de 136 pays.

C'est à Tiquipaya, connue comme la ville des fleurs, que sont arrivés plus de 30 000 personnes des cinq continents, qui ont participé à 17 tables de travail abordant des thématiques diverses en relation avec le rôle que le monde détient pour la sauvegarde de la vie de la planète face à l'agression rapace de l'environnement.

Le président de l'Etat Plurinational de Bolivie, Evo Morales Ayma, a déclaré que la rencontre « offre au monde un nouvel espoir pour lutter pour la vie et la survie de la planète ». Représentants d'Etats, d'organisations sociales et indigènes, personnalités qui défendent l'environnement, se sont réunis pendant trois jours à Tiquipaya pour débattre des actions qui doivent être menées par le monde, industrialisé et en voie de développement, pour sauver la planète et par conséquent l'humanité.

Une des initiatives, c'est la création d'un Fonds de Compensation ; pour que les nations qui promeuvent une industrialisation démesurée, et qui engendrent un déséquilibre au niveau de la planète, payent une dette climatique.

Le vice-président de Bolivie, Alvaro García Linera, a dit que 260 millions de personnes dans le monde avaient été touchés par des désastres naturels ces derniers temps, et que parmi eux, 200 millions se sont vus dans l'obligation d'émigrer vers d'autres régions pour survivre.

Une autre des initiatives a consisté à la création d'un Tribunal International de Justice qui poursuive et qui sanctionne les contrevenants aux accords et aux protocoles mondiaux pour la défense de l'environnement.

Une des tables de discussion a proposé que la Bolivie soit le siège de la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et des Droits de la Mère-Terre et que dans son sein, fonctionne le Tribunal International de Justice Climatique et Environnementale.

En accord avec les recommandations, ce Tribunal aura le pouvoir juridique pour poursuivre et sanctionner les Etats, les entreprises multinationales et les entités individuelles et juridiques qui manqueraient aux engagements et continueraient dans leurs actions polluantes de l'environnement.

Le tribunal en question sera formé de représentants du peuple, de nations et d'Etats qui se voient lésés par les politiques de destruction de la planète et de l'humanité.



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

AMBASSADE DE BOLIVIE
EN FRANCE



Tous les participants sont tombés d'accord sur la nécessité de promouvoir un référendum mondial dans lequel les peuples définissent les étapes qui doivent être réalisées pour protéger l'environnement d'actes dégradant la nature, provoquant des désastres et qui poussent le monde vers sa fin.

Durant la dernière journée de la rencontre, les présidents invités à la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Mère-Terre ont assisté jeudi à une conférence avec les représentants des organisations sociales et internationales.

La conférence a eu pour objectif d'échanger des points de vue sur les conclusions des 17 tables de travail.

Les conclusions de l'événement approuvées à la majorité des assistants ont été incluses dans une Déclaration qui définira les étapes suivies par le monde en voie de développement en faveur de la Mère-Terre.

« Sans oublier l'importance des Droits Humains, le respect de la Mère-Terre est plus important dans le sens où si la planète disparaît à cause de l'irresponsabilité de certains pays, l'humanité disparaîtra », a-t-il dit.

Les trois journées d'intense débat se sont terminées par une concentration populaire massive dans le Stade Félix Capriles de Cochabamba, où quelques 45000 personnes originaires de pays différents annonceront leur adhésion pour la défense de la vie et de l'humanité.

Dans le cadre de cette célébration populaire, les présidents invités publieront leurs messages sur le développement avec une attention particulière pour l'environnement et les conclusions de la Conférence Mondiale des Peuples.

Ce vendredi, une nouvelle activité intitulée : « Plante des arbres, sauve la planète » sera réalisée dans le département de Cochabamba. Elle marquera le début du Programme National de Reforestation du Ministère de l'Environnement et de l'Eau de Bolivie.

La plantation d'arbres se fera dans la région de Sacaba, dans le département de Cochabamba.

Morales a affirmé que le programme de plantation d'arbres a pour objectif que chacun des 10 millions de boliviens plante un arbre pour montrer au monde la vocation nationale de respect de l'environnement.

Après l'échec du Sommet Mondial sur le Changement Climatique qui s'est déroulé au mois de décembre à Copenhague, au Danemark, le président Morales a décidé d'effectuer cette Conférence Mondiale des Peuples.



ETAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE



AMBASSADE DE BOLIVIE

EN FRANCE
Morales a insisté sur le fait que, à Copenhague, les pays industrialisés voulaient imposer une déclaration dans laquelle ils ne s'engageaient pas à adopter des mesures pour la défense de l'environnement ni à stopper leur politique irrationnelle d'industrialisation qui réduit les défenses mondiales contre les désastres naturels qui sont de plus en plus fréquents.

Tiquipaya, 22 avril 2010

Sources: ABI et Ministère des Affaires Etrangères